

Présentation du « pacte social et écologique » de Nicolas HULOT et Laurent BERGER – Note de synthèse

Contexte

Nicolas HULOT (Président d'honneur de FNH), Laurent BERGER (Secrétaire général de la CFDT) et 19 organisations, ONG et syndicats, ont présenté mardi 5 mars une série de **« mesures pour faire face à l'urgence sociale et économique »**.

Ces 66 propositions sont portées par 3 syndicats (CFDT, CFCT et UNSA), par la Mutualité française et par des associations environnementales, sociales ou d'éducation populaire de premier plan (ATD quart-monde, la Cimade, la FAGE, France Terre d'Asile, la fondation Abbé-Pierre, la fondation Nicolas HULOT pour la nature et l'homme, Humanité et Biodiversité, la Ligue de l'Enseignement, le Mouvement associatif, le Pacte civique, les Francas, Réseau action climat, le Secours catholique-Caritas, l'Uniopss). Elles concernent notamment le logement, la transition écologique, la fiscalité, la mobilité ou encore la politique du grand âge, et pourraient presque s'apparenter à un programme politique.

Selon *Le Monde* (éditorial du 5 mars), ce **« pacte social et écologique constitue une réponse collective, charpentée et vigoureuse à l'invitation présidentielle. Mieux, cette initiative esquisse, pour aujourd'hui et pour demain, un modèle de développement, en clair, un projet politique alternatif »**.

Quelques propositions à retenir :

- Pour les ménages : taxer les hauts patrimoines, mettre fin aux dérogations bénéficiant aux revenus du capital ; rendre l'impôt plus progressif ;
- Pour les entreprises : conditionnalité des aides publiques au plafonnement de la rémunération des dirigeants ;
- Orienter l'ensemble des recettes de la fiscalité écologique vers les ménages et le financement de la transition ;
- Sortir les investissements dans la transition écologique de la règle des 3% de déficit public.

Les propositions ont été présentées dans une longue interview – publiée dans le Monde du 5 mars – **par Nicolas HULOT et Laurent BERGER**. Les deux personnalités n'hésitent pas à faire le lien avec la crise des gilets jaunes, qui, selon eux, s'est cristallisée au départ sur la question de la fiscalité écologique. Or, *« l'ambition sociale n'est pas antinomique du respect de l'environnement et de l'ambition écologique, qui doivent être au contraire construites de façon concomitante »*.

Ensemble, les 19 organisations comptent peser dans le grand débat, et notamment lors des 4 conférences nationales qui se tiendront à Paris du 11 au 13 mars. Laurent BERGER appelle Emmanuel MACRON à ne pas décider seul et à prendre en compte les corps intermédiaires.

Dans l'attente, les 19 organisations seront vigilantes sur les suites que le gouvernement va donner au grand débat : **ils promettent la mise en place d'un observatoire, pour évaluer chacun des projets** qui en sera issu et déterminer si oui ou non, il concrétise un progrès social, écologique ou démocratique. Cet observatoire devrait voir le jour en septembre prochain.

A noter que ces annonces interviennent alors qu'Emmanuel MACRON a réuni pour la première fois à Paris le 4 mars le **One Planet Lab**, un laboratoire d'idées composé de trente personnalités destiné à faire avancer la transition écologique (lutte contre le réchauffement climatique, protection des océans, préservation de la biodiversité, mobilisation de la finance).

Les réactions

Le document a suscité beaucoup de réactions positives, notamment à gauche de l'échiquier politique, **où un certain nombre de personnalités politiques regardent l'initiative avec intérêt**. David CORMAND (secrétaire national d'EELV), Anne HIDALGO, Olivier FAURE et Bernard CAZENEUVE ont d'ores et déjà affiché publiquement leur soutien

Mathieu ORPHELIN, ancien membre de La République en marche et proche de Nicolas HULOT, a quant à lui salué, dans un communiqué une « *contribution importante dans le grand débat national* », et enjoint les politiques à « *faire fructifier cette belle expertise citoyenne* ». Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier FAURE relève, quant à lui sur Twitter des « **convergences plus qu'évidentes** » entre les propositions de la coalition et celles du PS, et se dit « **prêt à porter ce travail dans le débat** ».






Les réactions de Bruno Le MAIRE, Ministre de l'Economie et des Finances (Europe 1, le 6.03.19) :

« Je crois que l'urgence, c'est de baisser les impôts des Français. Cela étant, je veux saluer la contribution de Laurent Berger et de Nicolas Hulot, car c'est une contribution utile au 'grand débat national'. **Il y a plein de propositions sur la refondation du capitalisme qui rejoignent certaines propositions sur lesquelles nous sommes en train de travailler à l'Assemblée avec l'examen de la loi Pacte** ».

« Sur tout ce qui est refondation du capitalisme, affirmation de l'objet social de l'entreprise, place des salariés dans l'entreprise, je rejoins Laurent Berger et Nicolas Hulot. **En revanche, cette idée qu'il faudrait augmenter les impôts ou redistribuer davantage alors que nous avons un système très redistributif, là, je suis beaucoup plus sceptique** ».

« Le premier problème économique français, ce n'est pas la redistribution, c'est la création de richesses. C'est ça la priorité absolue pour notre économie »

Prénom Nom	Mandat/fonction	Réactions
Olivier FAURE	Premier secrétaire du Parti socialiste Député SOC de la Seine-et-Marne	 Olivier Faure @faureolivier · 5 mars Convergences plus qu'évidentes entre ce que nous portons et les 66 propositions du « pacte pour le pouvoir de vivre ». Travail précieux que nous sommes prêts à porter dans le débat avec ts ceux qui attendent une vraie renaissance.
Mathieu ORPHELIN	Député (NI DD Maine-et-Loire)	 Mathieu ORPHELIN @M_Orphelin · 5 mars Bravo (et merci) aux 19 organisations qui se sont réunies pour porter ensemble ces 66 propositions du « pacte pour le pouvoir de vivre ». Il y a là la base d'un projet politique enthousiasmant ! @FondationNH @CFDT @La_FAGE @Abbe_Pierre
Boris VALLAUD	Député (SOC AS Landes)	 Boris VALLAUD @BorisVallaud · 5 mars Je soutiens cette démarche. Ces 66 propositions du « pacte pour le pouvoir de vivre » sont un travail précieux et utile qui converge avec ce que portent les socialistes. lemonde.fr/idees/article/... @N_Hulot @CfdtBerger @lemondefr
Rachid TEMAL	Sénateur (SR ETR Val-d'Oise)	 Rachid Temal @RachidTemal · 5 mars Alors que certains s'extasient devant la tribune guimauve de #Macron...je les invite plutôt à prendre connaissance du #PacteDuPouvoirDeVivre que nous proposent 19 organisations. J'apporte mon soutien à ce Pacte qui répond aux défis pour 🇫🇷 et 🇪🇺

Anne HIDALGO	Maire de Paris	 <p>Anne Hidalgo @Anne_Hidalgo · 5 mars Je partage </p> <p>Le Monde @lemondefr VIDEO Nicolas Hulot et Laurent Berger proposent un « pacte » pour « lutter contre le dérèglement climatique et améliorer le quotidien des citoyens » lemde.fr/2Tts5ni</p>
Bernard CAZENEUVE	Ancien Premier ministre (Socialiste)	 <p>Bernard Cazeneuve @BCazeneuve · 5 mars Les 66 propositions pour un pacte social et écologique sont une boussole utile dans la période de divisions que traverse notre pays. C'est pourquoi j'apporte mon soutien à cette démarche. #PacteDuPouvoirDeVivre</p>
Cécile DUFLOT	Directrice générale de l'ONG OxfamFrance	 <p>Cécile Duflot @CecileDuflot · 5 mars Excellente initiative soutenue par @oxfamfrance, membre du @RACFrance : lutter contre les inégalités sociales et contre la crise écologique est un combat commun et possible ! #auboulot</p> <p>Le Monde @lemondefr Nicolas Hulot et Laurent Berger : « 66 propositions pour un pacte social et écologique » #abo lemonde.fr/planete/articl...</p>
France Nature Environnement	Fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement	 <p>France Nature Env. @FNEasso · 5 mars Parce que la fin du monde et la fin de mois sont les deux faces d'une même pièce, nous portons et porterons ces 66 propositions du #PacteDuPouvoirDeVivre dans toutes les instances de dialogue où nous sommes représentés. Les propositions fne.asso.fr/communiqués/gr... #GrandDebat</p>

Les éléments à retenir de l'interview de Nicolas HULOT et Laurent BERGER (Le Monde, 5.03.19)

Sur la démarche :

- « Notre démarche n'est pas agressive, elle est constructive (...) Le citoyen, avec son gilet jaune, a sa part de réalité, mais ne mésestimons pas les corps intermédiaires, les ONG qui s'étaient penchées depuis longtemps sur cette question et avaient tiré le signal d'alarme ».
- « J'attends des responsables politiques qu'ils se sentent pousser des ailes et piochent dans notre boîte à outils. (...) Qu'ils ne voient pas cela comme un affront mais comme une aubaine. » (Nicolas HULOT)

Sur le débat actuel sur l'enjeu climatique :

- « Le mouvement social, qui a bien d'autres causes, s'est cristallisé au départ sur la question de la fiscalité écologique. L'ambition sociale n'est pas antinomique du respect de l'environnement et de l'ambition écologique et doit au contraire être construite de façon concomitante » (Laurent BERGER)
- « Allons beaucoup plus loin sur la transition écologique. Elle contribue aux solidarités, à l'emploi, à la lutte contre la pauvreté. A la condition qu'on fasse les bons choix, notamment en termes de répartition des richesses, en termes de politique fiscale. Ce n'est pas ce qui se fait aujourd'hui » (Nicolas HULOT)
- « Si, à la fin du grand débat, la conclusion est soit institutionnelle, soit faite de mesurées s'inscrivant dans un cadre budgétaire contraint, ce sera un échec ». (Nicolas HULOT)

Sur les investissements dans la transition écologique :

- « Ce qui ne fonctionne pas, c'est qu'on ne se donne pas les moyens (...) On se débarrasse d'un certain nombre de sujets avec des feuilles de route, mais bien souvent sans la capacité de les réaliser, et notamment sans le nerf de la guerre : l'argent ». (Nicolas HULOT)
- **Les secteurs dans lesquels il faut investir** : « Les problèmes de précarité énergétique, de mobilité, d'alimentation saine, appellent des investissements massifs (...) et l'on sait bien que les marges budgétaires des Etats, si on tient compte des critères de Maastricht, se réduisent comme peau de chagrin » (Nicolas HULOT)
- « Il faut être capable d'extraire les investissements des critères européens »
- « En France, on a besoin de 10 à 30 milliards d'euros de plus pour investir dans la transition écologique ».
- « On doit mettre les moyens là où on en a le plus besoin – l'investissement productif au service de la transition écologique, la vie quotidienne des Français avec les déplacements, le logement – et en direction des plus fragiles ». (Laurent BERGER)

Sur les financements :

- « Les traités européens offrent des flexibilités que l'on n'exploite pas pleinement pour investir massivement dans la transition » (Nicolas HULOT)
- « On va aussi étudier la proposition de Pierre LARROUTOU et de Jean JOUZEL du pacte finance-climat (qui prévoit notamment la création d'une banque et d'un fonds européen du climat, totalisant jusqu'à 300 milliards d'euros par an) ».
- « Il faut aussi conditionner un certain nombre d'aides publiques versées aux entreprises au fait qu'elles investissent dans la transition écologique et dans des politiques sociales, comme l'intégration de personnes discriminées. Elles doivent aussi investir dans un partage de la gouvernance ».

Sur la fiscalité (taxe carbone et ISF) :

- « Il faut un big bang fiscal, parce que la fiscalité actuelle n'est pas juste ».
- « Bercy doit faire son deuil de l'affectation de la taxe carbone au budget national (...) Les recettes doivent être affectées à un coussin social, destiné aux gens qui se retrouvent dans une impasse ».
- « La recette de la taxe carbone doit être intégralement affectée à la dimension sociale ».
- « Qu'est-ce qui nous interdit dans la perspective européenne, de mettre sur la table une TVA modulable en fonction des impacts sociaux et environnementaux ? Qu'est-ce qui nous interdit d'y aller à fond sur les transactions financières ? » (Nicolas HULOT)
- « Que les citoyens n'aient pas le sentiment d'être les seuls mis à contribution et que les gros pollueurs, les plus puissants, y échappent. Le moment de la vérité fiscale ».
- « Donner un prix au carbone est nécessaire. Il faut aller plus loin : répartir différemment les richesses, taxer davantage les dividendes, taxer les transactions financières ».
- « On a besoin d'une contribution fiscale des plus hauts revenus. Est-ce l'ISF ? Les combats perdus ne m'intéressent pas, le gouvernement ne reviendra pas sur la suppression de l'ISF. Une régulation de la finance, en renforçant la lutte contre l'évasion fiscale ou en taxant les GAFAM, accompagnée par une fiscalité beaucoup plus redistributive avec, par exemple, une tranche d'impôts supplémentaire, peut permettre de dégager les moyens importants que nécessite la transition écologique ». (Laurent BERGER)
- « La fiscalité écologique a été le bouc émissaire. Il y a eu un manque de transparence et la brutalité d'une hausse sans compensation. Vouloir dégager des marges de manœuvre grâce à la fiscalité écologique est une erreur. J'ai la conviction que pour Bercy, la taxe carbone a été une aubaine » (Nicolas HULOT)
- « Pour faire des économies, il faudrait plutôt remettre en cause les milliards de subventions aux énergies fossiles, ou revoir la fiscalité sur les dividendes et sur tout ce qui est exonéré en toute immoralité » (Laurent BERGER).

Les 66 propositions du Pacte

Garantir l'accès à un logement digne	<ul style="list-style-type: none"> • Encadrer les loyers dans les zones tendues. • En finir avec les logements indignes et les passoires énergétiques en finançant leur rénovation et en interdisant à terme leur mise en location. • Investir massivement dans le logement social et très social avec l'objectif de mixité sociale, notamment en revenant sur les ponctions [des organismes] HLM. • Revenir sur les coupes opérées sur les aides personnalisées au logement depuis 2017.
Combattre les inégalités dans l'éducation et la formation et construire des parcours d'émancipation	<ul style="list-style-type: none"> • Faire reculer le poids de l'appartenance sociale sur la réussite scolaire. • Investir dans les politiques publiques d'éducation populaire. • Développer une culture d'écoute des aspirations individuelles dans l'éducation, l'orientation et la formation tout au long de la vie. • Faire du compte personnel de formation un levier d'éducation permanente autant que d'adaptation aux métiers.
Un travail émancipateur	<ul style="list-style-type: none"> • Généraliser les accords de qualité de vie au travail dans les entreprises et administrations. • Faire évoluer automatiquement les grilles salariales en fonction de l'évolution du smic dans le privé et le public. • Lutter contre les recours abusifs aux contrats courts et/ou au temps partiel subi

Construire un bouclier de services publics dans tous les territoires	<ul style="list-style-type: none"> • Systématiser la proposition d'accompagnement humain à l'exercice des droits. • Généraliser les maisons de services au public. • Garantir un accès à la santé, en développant notamment les maisons et centres de santé accessibles à tous.
Une solidarité intergénérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir une protection sociale pour tous les jeunes : la « garantie jeunes universelle ». • Garantir une retraite par répartition avec un niveau de pension qui ne puisse pas être inférieur au smic pour une carrière pleine. • Donner les moyens d'une politique ambitieuse du grand âge et de la perte d'autonomie.
Construire l'égalité réelle entre les femmes et les hommes	<ul style="list-style-type: none"> • Construire dès le plus jeune âge une culture de l'égalité entre femmes et hommes. • Réévaluer les classifications pour revaloriser les métiers majoritairement occupés par des femmes. • Promouvoir l'orientation non genrée lors de la formation initiale.
Lutter contre les discriminations	<ul style="list-style-type: none"> • Construire une politique nationale de lutte contre les discriminations. • Renforcer les moyens dans les territoires du défenseur des droits et de l'inspection du travail pour lutter contre les discriminations.
Accueillir dignement les migrants dans le respect des droits fondamentaux	<ul style="list-style-type: none"> • Construire et garantir un régime du droit d'asile européen dans le respect de la Convention de Genève. • Promouvoir une politique d'intégration bienveillante qui s'inscrit dans notre devoir d'hospitalité.
Rendre accessible à tous une nourriture saine et éco-responsable	<ul style="list-style-type: none"> • Généraliser les repas bio dans les établissements publics et privés. • Favoriser l'accès aux produits locaux éco-responsables en organisant les circuits courts sur les territoires.
Une économie et une finance vraiment responsables	<ul style="list-style-type: none"> • Adosser la rémunération variable des dirigeants à la performance sociale et environnementale, et pas seulement financière. • Rendre les stratégies climat des entreprises réellement compatibles avec l'accord de Paris. • Taxer plus fortement les dividendes et taxer le rachat par les entreprises de leurs propres actions. • Conditionner les aides publiques aux entreprises pour les rendre solidaires de leur territoire. • Soutenir l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles et associations) et des modèles d'organisation d'entreprises plus responsables. • Porter politiquement les spécificités du modèle non-lucratif français au niveau européen. • Définir des services sociaux d'intérêt général préservés des logiques de marché.
Redonner du sens au partage des richesses	<ul style="list-style-type: none"> • Plafonner les rémunérations des dirigeants d'entreprise, et encadrer les écarts entre les plus hautes et les plus basses rémunérations. • Négocier le partage de la valeur ajoutée au sein des entreprises et avec les sous-traitants. • Revaloriser les minimas sociaux et les faire évoluer au même rythme que les revenus du travail.
Engager une réforme de la fiscalité pour plus de justice	<ul style="list-style-type: none"> • Introduire une plus grande progressivité de l'impôt (impôt sur le revenu et fiscalité indirecte). • Taxer les hauts patrimoines. • Mettre fin aux dérogations bénéficiant aux revenus du capital. • Evaluer, modifier et réorienter les dépenses (niches) fiscales et les aides publiques aux entreprises pour qu'elles profitent à l'emploi, à la transition écologique, à l'investissement social et à la qualité de vie. • Augmenter les moyens pour lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales, et promouvoir une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés au niveau européen.
Appliquer le principe de pollueur-payeur à tous	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre fin aux exonérations de la taxe carbone française pour certains secteurs, en particulier le transport aérien et maritime, les entreprises du marché carbone européen et le transport routier de marchandises.
Utiliser de nouveaux indicateurs de richesse	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir, piloter et évaluer les politiques économiques en fonction de leur impact sur la qualité de vie, la justice sociale, la réduction des inégalités, l'usage sobre des ressources et leur capacité à favoriser des emplois de qualité.
Développer des mobilités plus durables et sortir de la dépendance aux énergies fossiles	<ul style="list-style-type: none"> • Fixer la fin de vente des véhicules essence ou diesel neufs à un horizon compatible avec l'accord de Paris sur le climat. • Réengager l'Etat dans le maillage ferroviaire du territoire, pour lutter contre le dérèglement climatique et les fractures territoriales. • Faire respecter l'obligation de plans négociés de mobilité dans les entreprises et administrations et les territoires. • Instaurer le droit pour tous les salariés de bénéficier du remboursement employeur pour les frais de covoiturage ou de vélo liés aux trajets domicile-travail.
Organiser la transition écologique dans les territoires et anticiper les mutations de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Créer des budgets participatifs au niveau local pour organiser la transition : 10 milliards de l'Etat, 10 % du budget des collectivités locales, 10 % du budget de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. • S'engager résolument dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie, créatrices d'emplois non délocalisables. • Garantir l'accompagnement des salariés et des entreprises quant aux conséquences de la transition écologique sur l'emploi.
Instaurer une fiscalité écologique solidaire et sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Adopter une trajectoire de la taxe carbone compatible avec l'accord de Paris et reverser l'ensemble des recettes de la fiscalité écologique aux ménages et au financement de la transition. • Supprimer les subventions et mesures fiscales dommageables à l'environnement et à la préservation du patrimoine naturel.
Adopter un plan d'investissement dans la transition écologique	<ul style="list-style-type: none"> • Sortir les investissements verts du calcul du déficit public dans les règles européennes. • Définir un plan d'investissement public et privé dans la transition écologique à hauteur des 55 à 85 milliards d'euros manquants par an entre 2019 et 2023, et soumettre la politique commerciale et d'investissement de l'Union européenne aux objectifs climatiques, environnementaux et sociaux.

<p>Permettre l'expression et la participation de tous les citoyens</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître le pouvoir d'expression des plus défavorisés. • Mettre en œuvre une stratégie nationale sur l'engagement citoyen tout au long de la vie. • Soutenir la vie associative et syndicale en renforçant ses moyens et en prenant en compte ce qu'elle représente. • Inclure des citoyens tirés au sort dans le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et les Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux. • Mieux inscrire le CESE dans le processus d'élaboration législatif et renforcer son rôle d'évaluation des lois et des politiques publiques.
<p>Co-construire les politiques publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Multiplier les jurys citoyens pour l'évaluation des projets de loi, des politiques publiques, mais aussi avec un droit d'interpellation des gouvernements et institutions. • S'appuyer sur la vitalité associative dans les politiques publiques et l'encourager en permettant partout le déploiement des initiatives citoyennes. • Impliquer les citoyens et la société civile organisée dans l'élaboration des politiques de redistribution et politiques sociales.
<p>Partager le pouvoir dans les entreprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Instaurer une représentation pour moitié des salariés dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance. • Rendre obligatoire la négociation dans les entreprises sur leur « raison d'être » – finalités économiques, sociales, environnementales, sociétales.
<p>Accroître le droit d'expression au travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Généraliser les espaces d'expression des travailleurs et travailleuses pour intervenir sur les transformations de leur travail (cadences, évolution des tâches, conditions de travail...). • Faire participer tous les salariés à la définition de l'agenda social dans l'entreprise, à l'initiative des institutions représentatives du personnel.

Organisations signataires		
Organisations	Informations	Dirigeants
	<p>Création : 1957</p> <p>Objectif : éradication de l'extrême pauvreté</p>	 <p>Isabelle PYPAERT PERRIN Déléguée générale</p>
	<p>Création : 1939</p> <p>Objectif : Solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile</p>	 <p>Christophe DELTOMBE Président</p>
<p>Fédération des associations générales étudiantes</p> 	<p>Création : 1989</p> <p>Objectif : Défense des intérêts matériels et moraux des étudiants</p>	 <p>Orlane FRANÇOIS Présidente</p>
	<p>Création : 1971</p> <p>Objectif : Soutien aux demandeurs d'asile</p>	 <p>Thierry Le ROY Président</p>  <p>Pierre Henry Directeur général</p>
	<p>Création : 1992</p> <p>Objectif : Lutter contre l'exclusion en combattant le mal-logement</p>	 <p>Laurent Desmard Président</p>
	<p>Création : 1990</p> <p>Objectif : sensibilisation à l'environnement</p>	 <p>Alain GRANDJEAN Président</p>  <p>Nicolas HULOT Président d'honneur</p>

	<p>Création : 2015</p> <p>Objectif : Sauvegarder l'humanité</p>	 <p>Bernard CHEVASSUS-AU-LOUIS Président</p>  <p>Sandrine BELLIER Directrice</p>	
	<p>Création : 1968</p> <p>Fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement.</p>	 <p>Michel DUBROMEL Président</p>	
	<p>Création : 1866</p> <p>Objectif : Améliorer l' « éducation populaire »</p>	 <p>Jean-Michel DUCOMTE Président</p>	
	<p>Création : 1992</p> <p>Objectif : défendre et de promouvoir la vie associative</p>	 <p>Philippe JAHSHAN Président</p>	
<p>Le Pacte Civique</p>		<p>Création : 2006</p> <p>Objectif : construire ensemble un avenir désirable pour tous</p>	 <p>Éric THUILLEZ Délégué général</p>
	<p>Création : 1944</p> <p>Objectif : Améliorer l'« éducation populaire »</p>		



Création : 1996

Objectif : Protection de l'environnement- Lutte contre le changement climatique



Philippe QUIRION
Président



Création : 1946

Objectif : Résoudre les problèmes de pauvreté et d'exclusion de tous les publics et cherche à promouvoir la justice sociale



Véronique FAYET
Présidente



Création : 1947

Objectif : Intervient auprès des organismes du secteur privé à but non lucratif de solidarité



Patrick DOUTRELIGNE
Président



Création : 1993

Objectif : Rassembler les syndicats « dans une démarche réformatrice, laïque et revendicative



Luc BERILLE
Secrétaire général



Création : 1919

Confédération interprofessionnelle de syndicats français de salariés



Laurent BERGER
Secrétaire général



Création : 1919

Syndicat favorable à la lutte des classes et qui promeut « la paix sociale »



Philippe LOUIS
Président



Bernard SAGEZ
Secrétaire général



Création : 1902

Rôle de représentation du mouvement mutualiste auprès des acteurs institutionnels



Thierry BEAUDET
Président